

inquiétude un projet dont la mise à exécution pourrait aboutir à un armistice honorable; d'autre part, nous voyons le ministre des Affaires étrangères d'une grande puissance, devant le même problème et la même solution, refuser de collaborer à la recherche d'un règlement pacifique de la guerre de Corée. L'an dernier, à Paris, le même ministre des Affaires étrangères rigola toute la nuit, c'est lui qui nous l'a dit, à la suite des propositions formulées au sujet d'un autre problème. Cette année, il rejette avec mépris — c'est le seul mot qu'on puisse employer après avoir entendu ce qu'il a dit ces derniers jours devant notre commission — un effort sincère vers une solution qui amènerait un armistice en Corée. L'opinion mondiale ne tardera sûrement pas à le juger.

La plupart des délégués ici présents et les millions de personnes qu'ils représentent espèrent ardemment que leur désir de voir la paix rétablie en Corée est partagé par nos adversaires. C'est dans cet espoir, et avec la conviction que le projet de résolution de l'Inde nous donne la clef du problème, que j'invite instamment toutes les délégations, comme le représentant de l'Australie vient de le faire, à appuyer les buts et principes exprimés dans le projet dont nous sommes saisis et à combattre les efforts que déploient la délégation de l'Union soviétique et d'autres délégations pour réduire à néant cet espoir et ces convictions. Les buts et principes à la base du projet de résolution sont clairs; ils ont été conçus et mis au point à

grand-peine par la délégation qui représente ici le Gouvernement de l'Inde. La cause de la paix perdra beaucoup si nous nous chicanons sur des détails. Elle gagnera beaucoup au contraire si, après toutes ces semaines de débat, nous décidons de donner suite promptement et courageusement aux propositions de l'Inde.

Je me souviens encore d'avoir entendu un ministre des Affaires étrangères de France, M. Aristide Briand, parlant à la tribune du Bâtiment Electoral de Genève, en appeler à ceux-là mêmes qui s'étaient évertués à démolir un de ses arguments. Je me demande si, malgré les dures paroles d'opposition prononcées aujourd'hui par M. Vychinski, ainsi que par le représentant de l'Ukraine et, hier, par le représentant de la Tchécoslovaquie, — et demain, je suppose, par le représentant de la Biélorussie, et plus tard peut-être par le ministre des Affaires étrangères de Pologne, — je me demande si, malgré tout cela, je ne pourrais pas en appeler à leurs bons sentiments.

Le *New York Times* disait l'autre jour que M. Vychinski avait refusé de se prononcer sur le projet de résolution présenté la veille par M. Menon, de la délégation de l'Inde. Il s'était borné à dire que M. Menon est un honnête homme. Est-il trop tard pour demander à l'Union soviétique, à la Pologne, à la Tchécoslovaquie, à l'Ukraine et à la Biélorussie de suivre avec nous tous la direction et l'impulsion de cet honnête homme?